L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

G. F. WEISSE / E. DUVERGE — N. DUFOUR / S. HARRY — EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans, JEUDI MATIN, 28 FEVRIER.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 28 FEVRIER 1861.

☞ Voir la seconde page, pour :
LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE DEPART DES STEAMERS ET BATEAUX.
LE MOUVEMENT DU PORT,

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Encheres de succession.

☞ M. Vignié procédera ce jour à la vente à l'encan des esclaves appartenant à la succession de L. A. Garidel,

—AUSSI—

Plusieurs autres esclaves de ville et de campagne.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par C. E. Girardey & Co., au City Hotel.—Esclaves provenant d'habitations sucrières et cotonnières, domestiques de maison, etc., etc.

Par K. Roger Aîné, No 45 et 47 Vieille Levée.—Vêtements, chemises, cravates, etc.—Aussi, marchandises sèches.

Par M Barnett Jnr. au magasin de M. Decuir, coin Royale et Toulouse.—Bijoux

Par N. Vignié, à midi, à la Bourse St-Louis,—Dix esclaves de la succession L. A. Garidel.

Par D. E. Morphy, à il heures, sans réserve, dans la rue des Magasins, No 67, à Faubourg.

Par le shériff, à midi, à l'Hôtel de la Cité, rue de la Commune.—Un hôtel hypothécaire, de la somme de $4,000.

Politique des Républicains.

Si nous en croyons les dernières nouvelles reçues de Washington, la lumière s'est faite dans l'esprit des chefs républicains. Nous ne parlons pas de ces vulgaires parvenus, qui viennent de discréditer à l'avance le titre dont son parti l'a si maladroitement affublé, mais de son secrétaire d'Etat, M. Seward, qui paraît devoir être le président réel et des quelques hautes réputations intelligentes qui ont pris ou main la conduite du parti. Après avoir longtemps fermé les yeux à l'évidence, ils ont fini par comprendre que la première tentative de coercition serait le signal de leur perte. Car l'emploi de la force devait avoir pour résultat non seulement de soulever contre l'administration les Etats frontières et le gouverneur lui-même dans le Sud, mais encore de rendre exclusif de cette administration les Etats du Nord, et principalement dans ces grandes villes, un mécontentement qui aurait bientôt dégénéré en émeute populaire. En assumant la responsabilité du premier sang versé, le nouveau Président s'exposait à la certitude d'une chute ignominieuse et il n'aurait pas tardé à paraître de nouveau en figurif l'itinéraire dont ses tristes harangues ont marqué les siens

En politique habile, M Seward a compris le danger de la situation et, pour tourner les cas de contre ses adversaires, il a inventé de ne faire opérer par le pompiers président une voie de coupée. La présidence vaut bien qu'on se donne un dementi a son même et, bien que M Lincoln n'ait fien de commun avec Henri IV sous d'autres rapports, il pourra parodier le mot du grand Henri pour qu'on le laisse en possession tranquille de la Maison Blanche. Mais ce n'est pas de la figure du fendeur de lattes que nous avons à nous occuper. Examinons quelles vont être les conséquences de cette nouvelle politique, s'il se confirme que le futur cabinet ait réellement l'intention de adopter

Ce qu'on annonce n'est pas autre chose que la reconnaissance de non pas du droit—les républicains n'iront pas jusque-là—mais du fait de la séparation. Si l'administration renonce à faire exécuter les lois fédérales dans les Etats séparés et abandonne à ceux-ci les propriétés fédérales, il ne reste plus qu'à s'entendre sur le règlement des intérêts communs et des comptes intermédiaires. Ce ne sera pas tout évidemment. Les républicains ne se tiendront ils si bon ne grace que dans le but de conserver dans l'Union les autres Etats du Sud et, ayant cede le point principal, il ne leur en coûtera pas beaucoup de faire des concessions additionnelles pour arriver avec eux les Etats frontières. Une fois l'Union constituée entre les 27 Etats qui font encore partie de l'ancienne Confédération, que feront-ils? C'est là qu'est la question—*Hic latet anguis in herba!*

La question demande à être envisagée à un double point de vue. Quelle sera la conduite de l'administration républicaine vis à vis des Etats Confédérés du Sud, et qu'est a espérer de leurs associés convertis les Etats « esclaves des frontières? Pour nous qui nous souvenons du vieux proverbe *Jamais Danois et Jamais Ecossais*, nous sommes loin de croire à la sincérité des ennemis du Sud. Il est évident que leur renonciation aux fureurs d'hostilité directe n'implique pas l'abandon de leurs sentiments et d'animité, qui se trouveront au contraire accrus par la rancune d'une première défaite humiliante. Isoler les Etats séparés et, par la voie des négociations payer à leur intérêt les choses en longueur jusqu'à affaiblir l'idée de la séparation, tel doit être le premier objet de cette tactique subtilement pacifique. Le second but auquel viseront les républicains sera de chercher à nouer des causes de mécontentement entre les Etats « esclaves » restés unis et ceux qui ne le seront pas, de façon à creuser une ligne de démarcation entre les deux sections du Sud Dans la discussion des affaires à régler et dans les questions de tarif, les prétextes ne manqueront pas

Il faut s'attendre aussi à ce qu'ils fomentent la discorde au sein même de notre confédération et a ce qu'ils cherchent à semer le mécontentement dans certains Etats, afin d'arriver plus tard à trouver une occasion de prendre leur revanche de la première partie perdue Alors même qu'ils ne réussiraient qu'à circonscrire la Confédération du Sud à ses limites actuelles, ils auraient déjà gagné un point important pour eux Car les six ou sept Etats Confédérés ne comptant pas plus de trois millions de blancs n'auraient qu'une existence précaire dans l'avenir vis à vis d'une grande nation de vingt-cinq millions d'ames dont le voisinage serait toujours menaçant.

Maintenant qu'auraient à espérer les Etats « esclaves restés dans l'Union? En admettant que les concessions obtenues par eux aient apaisé momentanément leurs griefs et que l'administration évitât dans les premiers temps de les froisser, quel rôle seraient ils appelés à jouer dans la conduite des affaires générales? Il resterait huit Etats « esclaves contre dix-huit Etats libres et, ayant un nombre de ces derniers serait glissé par l'admission de plusieurs nouveaux territoires. Leur influence serait complétement nulle et bientôt on leur ferait payer la déférence qu'on leur aurait montrée par le déclare le plus formel. Ils arriveraient à être très plus qu'une des Etats tolérés, sans voix dans les conseils du pays, sans action ni sur les affaires intérieures ni sur les affaires extérieures. Le parti émancipationniste ferait de rapides progrès chez eux et le mieux que pourraient espérer sur les propriétaires d'esclaves du Missouri et du Kentucky serait qu'on leur donnât quelque légère indemnité le jour où leurs nègres seraient affranchis.

Sans doute cela ne serait pas l'œuvre d'un jour et bien des péripéties pourraient déranger l'accomplissement de ce plan. Mais il faut s'attendre à la part des républicains à la poursuite d'une politique dont le but caché sera la réalisation de leur programme, car ils ne se soucient pas, qu'on en soit bien convaincu, de voir leur règne finir en 1864 avec une reconstruction de l'Union. Il y a des mécontentements qui ont parlé de vouloir à l'Union en excluant de la fédération les Etats de la Nouvelle-Angleterre, foyer de l'antiesclavagisme. Eh bien! M. Seward a probablement adopté l'idée contraire, de rebatir l'Union en excluant les Etats de l'extrême Sud, foyer de l'esclavagisme.

Il y a là un piége et les élections qui ont eu lieu dans le Missouri, le Tennessee et la Caroline du Nord donnent aux républicains l'espoir du succès. C'est à nos hommes d'Etat à déjouer cette tactique et à faire sentir aux Virginie et aux autres Etats qui hésitent encore la nécessité de l'union du Sud. Devingt les deux sections seront vaincues et conquises l'une après l'autre seront impuissants pour résister aux intrigues et aux attaques. Que nos conventionnels ne se laissent donc pas leurrer par la satisfaction de voir notre indépendance reconnue momentanément. Il y a certes lieu de s'applaudir de voir la guerre écartée, mais il ne faut pas songer seulement aux chances de présent, il faut se voir éviter les dangers de l'avenir. Lorsque nous aurons été séparés pendant plusieurs années d'avec les Etats du Nord et en conflit d'intérêt avec eux, il ne faudra pas compter, en cas de lutte sur les sympathies nombreuses qui auraient lui encore se manifestent de toutes parts en notre faveur. Les deux nations devien- draient forcément rivales l'une de l'autre, et pour qu'il y eut entre elles respect réciproque de leurs droits il faudrait que leurs forces respectives fussent en équilibre ou au moins qu'il n'y eut pas entre elles une trop grande disproportion

THEATRE DE L'OPERA.—*Bénéfice de* M. PHILIPPE — *Jérusalem* — Mlle ADELINA PATTI et *l'art d'Errance*. Nous rappelons de nouveau à tous les habitués de l'Opéra que le bénéfice de M. PHILIPPE a lieu ce soir. L'opéra de *Jérusalem* est un des plus beaux ouvrages de Verdi, et le rôle de Hélène, que M. Philippe abordera pour la première fois, ne peut manquer de mettre en relief les brillantes qualités de ce chanteur. Comme nous l'avons annoncé, hier, les principaux rôles de *Jérusalem* seront chantés par MM PHILIPPE, GERMEUIL et Mme CHATEAU BOURCHARDT.

Dans un deuxième acte de *Jérusalem*, Mlle ADELINA PATTI chantera le grand air d'*Errance*—un des plus délicieux morceaux de cet ouvrage—et un de ceux qui conviennent le mieux à l'admirable voix de la jeune prima donna.

Nous prévoyons que ce soir qui vraisemblement avoir de bonnes places de reste, qu'il faudra bien se hâter, car, lorsque le pompiers ne manquent pas d'être suivis, on ne l'entend pas de la salle.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

La Conférence de la Paix.

Washington, 27 février—La Conférence de la Paix a passé en revue et a adopté, par un vote de 9 contre 8, le substitut de M. Franklin.

On prétend que la Virginie et la Caroline du Nord sont divisées à cet égard, la majorité de chacun de ces Etats s'étant prononcé contre, cependant il n'y a rien de positif.

La Conférence s'est ensuite ajournée.

LE CONGRES DU SUD.

Droit établi sur l'exportation du coton.

Montgomery, 27 février—Durant les débats qui ont eu lieu, aujourd'hui, au Congrès, M. Wright, de la Géorgie, a offert une résolution portant que les discussions sur la Constitution permanente aient lieu, publiquement, demain.

M Chilton, de l'Alabama, a offert une résolution, qui a été adoptée, portant que le comité sur la marine soit requis de s'enquérir de l'urgence de construire plusieurs frégates blindées en fer.

Un acte a été adopté pour augmenter les fonces provisoires des Etats confédérés, et pour d'autres objets. Par cet acte, le Président est investi du pouvoir de diriger toutes les opérations militaires entre la Confédération et les autres puissances.

Un acte a également été adopté pour lever des fonds pour les besoins du gouvernement. Il autorise le Président à faire un emprunt de quinze millions payable dans dix ans au taux de huit pour cent d'intérêt.

Le dernier section porte qu'un droit d'un huitième de sous par livre de coton, sera prélevé sur les exportations.

Le comité charge de la désignation du drapeau de la Confédération n'a pas encore fait son rapport.

Washington, le 27 février — Le Président a nommé le major A. H. Bowman, de la Pennsylvanie, directeur de West Point.

Cabinet de Lincoln.

Des rumeurs circulent que l'honorable John Bell, du Tennessee, revêtira l'office d'un siége dans le cabinet de M. Lincoln.

Congrès fédéral.

Washington, 27 février — A la Chambre, les résolutions de M Morris ont été adoptées, elles investissent le comité choisi sur les obligations frauduleuses, du pouvoir d'examiner les témoins, comme aussi d'exiger de M Roussell de payer les officiers du gouvernement afin d'obtenir des déductions.

Le rapprochement de M Kilgore, de l'Indiana demandant le dépôt sur le bureau des propositions pendantes du Comité des Trente trois, comprenant les propositions Crittenden et Kellog, a été rejeté.

Le substitut de M Kellogg a été entièrement rejeté.

La proposition de M Crittenden telle qu'elle a été présentée par M. Clemens, a aussi été rejetée.

La première proposition du comité des trente trois a été rejetée par 90 contre 121.

M McClernand, de l'Illinois, a demandé que la communication de la Conférence de Paix soit prise en considération.—Rejeté

M Branch a essayé en vain, de faire rejeter la résolution déclarant qu'il est inopportun au gouvernement de faire respecter les lois fédérales relatives à la protection de la propriété et au maintien de l'Union. La résolution a été adoptée par 136 contre 53

SENAT.—Dans le Sénat, le rapport du comité de conférence sur le bill des patentes a été adopté.

Le comité de conférence sur le bill du tarif a fait un rapport sur l'adoption des amendements de la Chambre.

La vice-président Breckinridge a annoncé la réception d'une communication de l'honorable John Tyler, président de la Conférence de la Paix Washington, avec des documents, priant le Congrès de soumettre les dits documents aux législatures d'Etat

Le bill de l'armée a été présenté, discuté et adopté.

Hier soir MM Bell, Douglas, Guthrie, Rives, Hicks et autres personnes bien connues d'entrevue avec M. Lincoln. Tout va vraisemblement engager à essayer d'arriver à une solution des difficultés actuelles.

Commissaires de la Confédération du Sud.

Washington, le 27 fév — Les commissaires de la Confédération du Sud sont attendus ici cette semaine, accrédités auprès de l'administration nouvelle. Pendant leurs essais de négociations rien n'aura lieu qui puisse troubler la paix publique.

New York, le 27 fév.—Le navire des Etats-Unis Store ship Release, capitaine Harrison, venant de Gibraltar, est arrivé ici aujourd'hui.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE

Baton Rouge, 27 février—M. Allen, du comité spécial, relativement aux dons faits aux employés à San Jacinto, a fait un rapport en faveur d'une allocation de $400 pour les monter et les payer pendant 60 jours.

Une résolution autorisant le gouverneur à désigner un ingénieur pour prendre soin des livres et des cartes du dernier levé des terres publiques a été reçue et adoptée.

Le bill relatif à la collection des taxes dans la Nouvelle Orléans a été renvoyé au comité des finances.

Un acte accordant un pouvoir additionnel aux autorités municipales dans les paroisses de Trenton et Ouachita a été adopté.

Un acte créant une garde des archives à la Nouvelle Orléans a été présenté et renvoyé.

Un acte autorisant la vente des bateaux et des esclaves appartenant au dernier départ aux Etats-Unis a été reçu et adopté.

Le bill précédemment rapporté, relatif à l'hôpital de Charité, et à l'asile des Sourds, Muets et Aveugles, a été adopté.

L'acte pour la nomination d'un gardien de prison de paroisse à la Nlle Orléans a été déposé.

Un message a été reçu du Sénat, constatant qu'il a adopté le bill de la Chambre relatif au Bureau des travaux publics

Un acte incorporant le chemin de fer de Mobile et de l'Ohio, a été lu et renvoyé.

Un acte sur l'amendement de l'art. 2240 du Code Civil a donné lieu à une longue discussion

Renvoyés.

M Davidson, au nom du comité judiciaire, a fait un rapport favorable sur la résolution relative aux juges d'Etat, et aussi sur un acte fixant le salaire des juges du 2me District

Le même membre a fait un rapport contre un acte autorisant la ville de la Nlle Orléans à divisser le "McDonough Fund" en obligations.

Le bill relatif aux jurys judiciaires, déjà rapporté, a été présenté, mais la Chambre en a refusé la prise en considération.

Un acte ayant pour but l'amendement d'un acte relatif aux ventes publiques et encans a été adopté.

Départ de l'Afrien—New York, 27 février —Le steamer *Africa* est parti de ce port, aujourd'hui, pour Liverpool, via Queenstown, avec le nombre des passagers ou à embarqué le colonel John C. Fremont, de la Californie.

Marché de New York, 27 février.—Le coton est en demande active, il a été vendu 4,000 balles à 11 3/4 c. pour le middling ordinaire. La farine est ferme, 7,000 barils à $5 15 et $5 20. Le maïs est sans demande et baisse d'un cent. Vente de 300 barils de porc à $16 50. Le sucre est bien ferme, 800 canons Cuba 4 3/4 et 5 1/4. Mélasses de la Nlle-Orléans, on en a pris 120 barils à 34 et 36 1/2 et le gallon.

NOUVELLES DU RIO GRANDE.—Par le steamer *Arizona* arrive hier de Brazos Santiago nous avons reçu les nouvelles suivantes.

Le steamer *Gen. Rusk*, ayant en remorque la goelette *Shark*, et venant de Galveston est arrivé à la barre de Brazos le 21 février, avec 427 hommes commandés par le général Wilkins et le colonel Ford. La place a été fortifiée par quatre pièces d'artillerie qui commandaient le port, mais vers dix heures du matin le général Nicholls et le colonel Ford sont descendus et après une entrevue avec le commandant des forces fédérales ils ont obtenu l'autorisation de débarquer leurs troupes. A quatre heures les troupes des Etats-Unis ont évacué la ville et sont parties pour Brownsville. Au départ du steamer on était en négociation pour la reddition du fort Brown. Le *Rusk* et le *Shark* étaient subsequent de l'artillerie pour Galveston

Le steamer *Arizona* a apporté $115,681 en espèces comme suit :

Cramer & Co. $20,712, Caballero & Basnal $9,293, Thos. Hale $15,500, Avendano Bros $12,953, A & M Hone $11,000, E J Norsworth $5,000, Reichard & Co. $5,588, Pol Bros & Son $5000 A J Gouilla $5,222, Perez & Couture $5000, Richard Aldige & Co. $3000, Blanchis & Girand $1700, John Marks & Co $1500, J H Phelps & Co $1500, M De Lonis $1500, J N. Curren $1400, R Turpin $1167, M Sordon $1250, A Sarratt & Co $740, J. B. Beaseon $150, B A. Dryer & Co. $380, Total $115,681.

CHRONIQUE LOCALE.

La question d'argent.—Nous lisons, dans le *Bulletin* d'hier, sous le titre de "*l'état de la caisse municipale*".

Afin de pouvoir venir des membres du gouvernement de la cité qui ne sont pas sur la liste civile et n'ont aucun compte à la bourse municipale, nous annonçons que les mandats dans le mois qui vient d'expirer, ont seulement excédés, excédaient du près de $100,000 les revenus de l'année qui vient de quelques mauvais jours. Voilà qu'elles attendront le chiffre d'un bulletin de plaintes

Le Bulletin, en parlant du nouveau tarif, s'exprime ainsi :

"Mais comme le nouveau gouvernement pourrait exiger un revenu immédiat et certain, il est probable que le tarif ne sera pas mis en force avant que quelque taxe directe soit imposée aux citoyens de la Confédération du Sud.

Propriétés foncières.—M. Charles E. Eustatis, excellent, a rendu hier, les comptes et soumissions spéciales de la succession de François Jarreau. Nous donnons plus bas ce que chacun d'eux a rapporté, afin que nos lecteurs puissent juger par eux-mêmes de la valeur actuelle des propriétés foncières.

L'espace ne nous permettait pas de l'entrer dans les détails, nous remarquons le public a l'annonce qui a paru dans nos colonnes le 27 de ce mois—

Un terrain formant l'encoignure des rues St-Philippe et Royale, ayant 61 pieds 10 pouces sur 80 pieds—30,000 piastres.

Un terrain situé dans le même lot, à l'encoignure des rues St-Philippe et Bourbon, ayant 31 pieds 11 pouces sur 95 pieds 11 pouces—$6,800.

Un terrain situé dans l'île comprenant entre les rues St-Philippe, Ursulines, Vieille-Levée et Condé, ayant 32 pieds 11 pouces sur 107 pieds 10 pouces—$10,500.

Un terrain formant l'encoignure des rues Hospital et Vieille Levée, ayant 21 pieds 11 pouces sur 71 pieds 3 pouces—$4,000.

Un terrain situé dans le même lot, ayant 21 pieds 3 pouces sur 71 pieds 1 pouce—$5,100.

Trois terrains [Nos 1, 2 et 4] situés dans l'île comprenant entre les rues Bourbon, St Philippe et Levée.—Le No 1 a 25 pieds 7 pouces, 3e pied 1 pouce de largeur dans le fond, 64 pieds de profondeur, et a été vendu 64 cts; le No 4 a 18 pieds 5 pouces, 13 pieds 10 pouces de largeur dans le fonds sur une une profondeur inégulière de 80 pieds et a été vendu 6 35 $.

Un terrain situé dans l'île comprenant entre les rues Bourgault Chemin du Bayou, Ursulines et St Claude—$6,775.

Un terrain situé dans l'île compris entre les rues Monsieu, Casmolins, François et Bayou Gentilly, ayant 60 pieds 9 pouces sur 120 pieds—$450.

Un terrain formant l'encoignure des rues Grande Route et Bayou Gentilly, ayant 31 pieds 11 pouces, sur 74 pieds 3 pouces—$300.

Un terrain touchant au sudit, ayant 55 pieds 8 pouces, sur 31 pieds 11 pouces—$2300.

Deux terrains situés dans Pilot comprit entre les rues Cascalvo, Moreau, Paix ou Français, ayant ensemble 59 pieds, sur 88 2 pouces—$3075.

Recorder Blanche.—Bill McCabe a été incarcéré sous prévention de vol au préjudice de Jean Sievelkhard

Chas Sack, alias Chas Monroe qu'on affidavit assure d'avoir insulté un officier et de tenir à l'angle des rues Bienville et Franklin, une maison dont les autorités ont eu lieu de se plaindre, a comparu devant le magistrat qui a exigé un cautionnement de mille piastres.

Mike Lyons et Geo Hunt, mendiants de profession ont été envoyés au workhouse pour un mois.

Mme Barriet Josephine Oleman ont été condamnées à un mois de workhouse pour vol de coton.

Jean Weaver dont il a déjà été question, a été déroué un attendant que le médecin se prononce sur l'état de la personne qu'il a blessée.

Première Cour—Joe Samuels, accusé de vol avec effraction, s'est déclaré innocent.

Wm Maxwell et Wm S. Trefant, accusés de vols de fait, ont été acquittés.

L'avocat de district n'a pas trouvé lieu à poursuivre Sally Caught, f. c. l., accusée de tenir une mauvaise maison.

Chas. Wooley, accusé d'homicide, a été acquitté.

Adelaide Benjamin, f. c. l., a fourni un cautionnement pour répondre de sa comparution.

D'affaire "l'Etat vs. Wm. Lockwood, Wm. Deno et autres" accusés de meurtre, a été remise indéfiniment.

Le jury a déclaré Roger Murphy Soupable d'assaut et batterie.

Jas Duffy a été déclaré coupable d'assaut et batterie.

Incendie.—Le feu s'est déclaré hier matin, à 4 heur heures, dans une maison basse située à l'encoignure des rues Commune et Baronne et occupée par John Sharpe, marchand d'huitres. Les flammes se sont étendues avec une rapidité extraordinaire; elles ont dévoré la propriété dans laquelle Pluvenelle avait éclaté, celle de John Mc Kenzie, marchand de souliers, la boutique de M. McGuire, plombier, et celle d'un cordonnier.

La perte est d'environ douze mille piastres, Elle est couverte en grande partie par les assurances.

Le poignard. — Eugène Hippolyte Sauvage homme de couleur libre, a été blessé d'un coup de poignard au cou, hier après-midi, dans la rue Dumaine, entre Marais et Villeré, par Armand Lamose, homme de couleur libre.

On dit que Sauvage paraît tranquillement et que Lamose s'éloigne sur lui sans avoir été provoqué

Lamose s'est enfui aussitôt après avoir frappé Sauvage. Il n'a pas encore été arrêté.

Arrestation.—Gustave Scheller a été arrêté hier soir pour avoir assailli M. Shelue dans l'intention de le tuer.

L'instruction aura lieu aujourd'hui.

L'agent de Redpath.—A. J. Ackerman, envoyé ici par James Redpath en qualité d'agent pour l'émigration à Haïti, a été examiné devant M Monroe et le magistrat lui a fait subir un long interrogatoire. Les papiers, sa correspondance avec le Bureau d'émigration à Haïti, &c., n'ayant rien prouvé contre lui, il sera relâché ce matin à dix heures, aussitôt prochain, par la barque *Laura*.

POUKA MAZOURKA HASDA.—Nous avons reçu une jolie polka mazourka intitulée *Résédia*, composée par Mme ZELIA BOSSIERE et dédiée à M. Rodolphe Raimondy. Cette pièce est pleine d'originalité et de motifs gracieux. Nous adressons nos remercîments à l'auteur de cet aimable envoi.

EMPORIUM D'ECLAIRAGE DU SUD.—Nous avons souvent appelé l'attention de nos lecteurs sur les lampes de M Covert, de la rue de Chartres Ses adaptées à l'emploi des huiles de char- bon et de kerosène ne nous avons dit que les personnes qui désirent se procurer de la vérifiable huile de charbon, pure, inodore et aussi plausible peuvent faire leur approvisionnement en toute confiance à ce magasin. L'application du nouveau tarif pour forcer dans quelque temps M. Covert à élever ses prix, on fera donc bien de faire sa provision à l'avance, car il annonce qu'il écoulera aux anciens prix l'envoi qu'il vient de recevoir.

REVUE HEBDOMADAIRE FRANÇAISE.—Nous apprenons qu'il est question de créer une revue hebdomadaire en langue française qui traiterait tout à la fois les questions politiques industrielles, scientifiques et littéraires. Cette entreprise trouvera, n'en doutons pas, un appui sérieux dans la population franco américaine.

Une correspondance de Paris nous apporte les paroles suivantes, par lesquelles un membre de la diplomatie du Nord de l'Europe a résumé le caractère et les éventualités de la situation européenne :

"Votre pays préfère le fond de la situation de l'Europe, aussi bien que ses vues secrètes, aux secrets de la diplomatie ! Soyez persuadé, et personne ne songe plus à le contester sérieusement aujourd'hui, que les puissances du Nord se sont mises d'accord pour résister aux progrès ultérieurs de la révolution, en tant que menaçant leurs Etats. D'un autre côté, les Cabinets européens n'ont qu'des sentiments de bienveillance et de sympathie pour la France et le gouvernement qui elle a été donné. C'est pourquoi on croit qu'on exploitera le fantôme d'une coalition hostile systématiquement à l'influence française. Mais si la France est réellement dernière la révolution, alors tant pis, nous tous ; alors sa tête plus grande catastrophe politique aura jamais eu à enregistrer. (*Courrier des Etats Unis.*)

LA SITUATION EN ITALIE.—Une dépêche de Turin du 2, nous donne quelques détails sur la situation du pays. Les élections ont répondu partout aux espérances du ministère. Sur environ 400 députés connus, 325 sont complétement dévoués à la monarchie. Dans l'Italie méridionale, la majorité est également modérée. Le général Romano, qui a dirigé les élections à Naples, n'est fait nommer dans six collèges ; mais cette circonstance n'a pas grande importance. En effet, ce personnage n'inspire pas une grande sympathie en Italie.

La session du parlement italien présentera un grand intérêt. On fait demander à Kissleff pourquoi S M. Victor Emmanuel roi d'Italie, de voter un emprunt de 500 millions que le ministère, en ces circonstances, pourra émettre en plusieurs fois, de déclarer que la ligue de l'Italie et de l'Italie centrale seront mises sur le pied de guerre et que les comités d'action et les autres comités qui fonctionnent en dehors du gouvernement seront dissous.

Avant la présentation de ces lois, le chef du cabinet fira du exposé de la situation intérieure et extérieure du pays. Il annoncera que des négociations vont être ouvertes avec la cour de Rome et avec le cabinet de Vienne pour arriver à un arrangement amiable de la question romaine et de la question de la Vénétie.

La même dépêche nous assure que pendant la visite qu'il venait de faire au roi, Garibaldi avait fait entendre qu'il renoncerait à toute attaque directe ou indirecte contre la Hongrie et qu'il ne demanderait qu'une chose, c'était de combattre sous les ordres du roi et à ses côtés, lorsque le moment serait venu.

PRUSSE.—Le roi a reçu le 30 janvier, l'adresse de la chambre des seigneurs.

Le roi, répondant à cette adresse, a remercié la chambre de ses sentiments de prudence. Il a déclaré qu'elle renferme au sujet de la mort du prince régent, ainsi que pour les sentiments que cette mort adresse au gouvernement et au même.

S M. a ensuite exprimé le peu conçue en ces termes :

"Lorsque j'ai pris possession de la régence, j'ai clairement exposé quels seraient les principes de mon gouvernement, j'ai franchement déclaré ce que je voulais. Je ne veux pas rompre avec le passé, mais je veux, chaque fois que un événement m'en fera un devoir, modifier en accord avec tous du pays pour les améliorer, ainsi que le fit mon défunt frère, s'inspirant de l'expérience de son époque.

"Je me suis tracé à moi-même une ligne de conduite pour arrêter les limites de mon action, et ces limites, je ne les franchirai pas. Nous ne devons pas nous cacher que peut être nous marchons au devant de temps difficiles, mais, en les envisageant, nous ferons tout ce qui dépendra de nous pour que le pays, représenté par ses mandataires, soit d'accord avec moi. C'est ce que j'espère, c'est ce que je désire, c'est ce que je considère comme nécessaire pour le bien de la patrie et à l'étranger, nous pourrons attendre l'avenir avec confiance."

L'EPEE DE LA TOUR-D'AUVERGNE.—On sait que M de Kersausie avait envoyé à Garibaldi la fameuse épée de la Tour-d'Auvergne : on sait aussi avec quelle noble gratitude, avec quelle touchante modestie, le héros Caprera a reçu des mains de son vaillant ami le général polonais Mieroslawski, cette épée d'honneur, qu'en tombant sur le champ de bataille le premier grenadier de France légua, il y a plus d'un demi-siècle, au plus digne. Cependant les termes exacts de la dédicace de cette inconparable relique au premier citoyen de l'Italie, ainsi que ceux de son acceptation, n'étaient pas connus du public. Nous ne croyons pas commettre d'indiscrétion en les livrant aujourd'hui à la publicité, tels qu'ils viennent de nous être transmis de source certaine.

Voici d'abord la dédicace : c'est la lettre de M de Kersausie que nous voulons dire :

"Général,

J'ai quitté la France avec l'épée de la Tour-d'Auvergne, héritage sacré de ma famille, avec l'espoir de vous la ceindre sur la brèche de votre ville, au nom de notre sainte grande famille, la démocratie française.

Quoique vous vous êtes retiré dans votre tente de Caprera, comme dans une promesse intime de reprendre bientôt la tête de la ligue légitimes libératrices, que cet héritage d'héroïque liberté vous y suive.

Cette épée vous sera remise par mon ami le général Polonais Mieroslawski, messager de l'alliance qui suit désormais tous les peuples opprimés. Que l'éclair qui jaillira de son fourreau entre vos mains soit pour le peuple le signal de l'universelle délivrance, et mes nerveux me nouveront avec un nouveau orgueil au lieu dont votre gloire les aura frustrés.

Salut et fraternité,

Votre soldat par la pensée,

C. DE KERSAUSIE.

Garibaldi a répondu au brave capitaine de Kersausie, neveu et héritier du premier grenadier de France, dans les termes suivans, de Caprera, en date du 25 janvier :

Monsieur, j'ai accepté avec toute la gratitude dont je suis capable, et comme un signe de la sympathie de la France humanitaire, l'épée de la Tour-d'Auvergne qui m'a été décernée. Ne voulant point perdre vos noveux de leur héritage, je dévire qu'à un nom ce symbole de la démocratie militante retourne à ses détenteurs naturels, pour qu'un nouveau plébiscite français en dispose en faveur *du plus digne.*

Votre dévoué,

G. GARIBALDI.

Dans le monde judiciaire, on parle beaucoup d'un singulier incident. Contrairement à un certain nombre de condamnés politiques qui ne veulent pas profiter de l'amnistie, M. Ledru Rollin vient en nier et rentrer en France ; mais une exception est opposée à M. Ledru Rollin qui demeure condamné par contumace à la déportation pour participation à un complot contre l'empereur dans l'affaire Tibaldi. M. Ledru Rollin excipe du caractère politique de la condamnation pour se considérer comme compris dans l'amnistie. Un mémoire de M. Crémieux prétendra le développer cette thèse en nom de M. Ledru Rollin. Sous peu, la question sera tranchée et, en présence de la décision prochaine de la justice, on doit naturellement réserver toute opinion individuelle sur l'affaire.

—M. Lacombe, acteur comique du Théâtre-Français de Rouen, vient de mourir probablement d'une mort affreuse toute une pauvre famille. Il dînait quatre, une mère et trois enfants, gisaient, sans meubles, sans feu, sans nourriture, presque sans vêtements, dans un galetas, pendant ces derniers jours de rigoureuse température.

M. Lacombe, ému de tant d'infortune, prit une généreuse initiative : il engagea ses camarades artistes, à la charité desquels on ne fait jamais appel en vain, à joindre leur numéros à la sienne, et à l'aide de cette souscription il put subvenir aux plus pressans besoins de la pauvre famille.

Il s'adressa également au préfet, à qui il dépeignit la situation de ses protégés. La réponse ne pouvait être douteuse. Le préfet, par une généreuse offrande, vint puissamment aider à l'œuvre de charitable. M. Lacombe s'occupa alors de constituer un modeste mobilier à la famille qu'il avait arrachée au froid et à la faim. Il procura du travail à la mère et fit admettre les enfans dans une crèche. Le ménage est donc maintenant à l'abri du danger présent et aussi des inquiétudes de l'avenir.

(*Nouvelliste.*)

—On mande de Suhl, ville de Thuringe, été lèbre par ses manufactures d'armes, qu'on y confectionne une quantité considérable de fusils qu'elle vient de fournir à la Bavière, le Wurtemberg, Hanovre et Bade. Les commissaires de ces gouvernemens poussent, travail avec tant d'activité qu'on a été forcé de refuser des commandes russes. On se plaint du reste que la prospérité soit trop grande, que tout le monde gagne trop d'argent, que les ouvriers soient trop payés. Enfin on a décidé que l'on ferait désormais tous les peuples opprimés. Que l'éclair qui jaillira de son fourreau entre vos mains soit pour le peuple le signal de l'universelle délivrance, et mes nerveux me nouveront avec un nouveau orgueil au lieu dont votre gloire les aura frustrés.

Salut et fraternité,

Votre soldat par la pensée,

C. DE KERSAUSIE.

Garibaldi a répondu au brave capitaine de Kersausie, neveu et héritier du premier grenadier de France, dans les termes suivans, de Caprera, en date du 25 janvier :

Monsieur, j'ai accepté avec toute la gratitude dont je suis capable, et comme un signe de la sympathie de la France humanitaire, l'épée de la Tour-d'Auvergne qui m'a été décernée. Ne voulant point perdre vos noveux de leur héritage, je dévire qu'à un nom ce symbole de la démocratie militante retourne à ses détenteurs naturels, pour qu'un nouveau plébiscite français en dispose en faveur *du plus digne.*

Votre dévoué,

G. GARIBALDI.

Dans le monde judiciaire, on parle beaucoup d'un singulier incident. Contrairement à un certain nombre de condamnés politiques qui ne veulent pas profiter de l'amnistie, M. Ledru Rollin vient en nier et rentrer en France ; mais une exception est opposée à M. Ledru Rollin qui demeure condamné par contumace à la déportation pour participation à un complot contre l'empereur dans l'affaire Tibaldi. M. Ledru Rollin excipe du caractère politique de la condamnation pour se considérer comme compris dans l'amnistie. Un mémoire de M. Crémieux prétendra le développer cette thèse en nom de M. Ledru Rollin. Sous peu, la question sera tranchée et, en présence de la décision prochaine de la justice, on doit naturellement réserver toute opinion individuelle sur l'affaire.

—M. Lacombe, acteur comique du Théâtre-Français de Rouen, vient de mourir probablement d'une mort affreuse toute une pauvre famille. Il dînait quatre, une mère et trois enfants, gisaient, sans meubles, sans feu, sans nourriture, presque sans vêtements, dans un galetas, pendant ces derniers jours de rigoureuse température.

M. Lacombe, ému de tant d'infortune, prit une généreuse initiative : il engagea ses camarades artistes, à la charité desquels on ne fait jamais appel en vain, à joindre leur numéros à la sienne, et à l'aide de cette souscription il put subvenir aux plus pressans besoins de la pauvre famille.

Il s'adressa également au préfet, à qui il dépeignit la situation de ses protégés. La réponse ne pouvait être douteuse. Le préfet, par une généreuse offrande, vint puissamment aider à l'œuvre de charitable. M. Lacombe s'occupa alors de constituer un modeste mobilier à la famille qu'il avait arrachée au froid et à la faim. Il procura du travail à la mère et fit admettre les enfans dans une crèche. Le ménage est donc maintenant à l'abri du danger présent et aussi des inquiétudes de l'avenir.

(*Nouvelliste.*)

—On mande de Suhl, ville de Thuringe, célèbre par ses manufactures d'armes, qu'on y confectionne une quantité considérable de fusils qu'elle vient de fournir à la Bavière, le Wurtemberg, Hanovre et Bade. Les commissaires de ces gouvernemens poussent, travail avec tant d'activité qu'on a été forcé de refuser des commandes russes. On se plaint du reste que la prospérité soit trop grande, que tout le monde gagne trop d'argent, que les ouvriers soient trop payés. Enfin on a décidé que l'on ferait désormais tous les peuples opprimés. Que l'éclair qui jaillira de son fourreau entre vos mains soit pour le peuple le signal de l'universelle délivrance, et mes nerveux me nouveront avec un nouveau orgueil au lieu dont votre gloire les aura frustrés.

Salut et fraternité,

Votre soldat par la pensée,

C. DE KERSAUSI